

Aufgrund der Stellungnahme des Finanzinspektors vom 2. Februar 2018;
 Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts vom 22. November 2018;
 Aufgrund des Antrags auf Begutachtung binnen einer Frist von 30 Tagen, der am 11. Februar 2019 beim Staatsrat eingereicht worden ist, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nr. 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;
 In der Erwägung, dass kein Gutachten binnen dieser Frist übermittelt worden ist;
 Auf Vorschlag der Ministerin der Sozialen Angelegenheiten und aufgrund der Stellungnahme der Minister, die im Rat darüber beraten haben,
 Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

(...)

Artikel 1 - In Artikel 37^{sexies} des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung wird Absatz 6, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 3. Juni 2007 zur Ausführung von Artikel 37 § 16^{bis} Absatz 1 Nr. 3 und Absatz 4 des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, was aktive Verbände betrifft, aufgehoben.

(...)

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am ersten Tag des sechsten Monats nach dem Monat seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Artikel 8 des vorliegenden Erlasses tritt am ersten Tag des vierten Monats nach dem Monat seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 3 - Der für die Sozialen Angelegenheiten zuständige Minister ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 23. März 2019

PHILIPPE

Von Königs wegen:

Die Ministerin der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit
 M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2023/40783]

12 MARS 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté modifie l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

Examen article par article

Article 1^{er}. – La définition du site spécial franchissable est abrogée car elle est devenue superflue suite aux adaptations apportées à l'article 72.6 (voir article 17).

Article 2. – La définition de la rue cyclable est remplacée par une définition plus concise et plus précise. Tout d'abord, le terme « rue cyclable » est remplacé par le terme « zone cyclable ». Dans la nouvelle définition il est précisé qu'il peut aussi s'agir de plusieurs rues dont le début et la fin sont indiqués par des signaux routiers. Un signal de début et de fin sera placé à chaque fois. Dans ce cas il n'est donc pas nécessaire de répéter le signal après chaque carrefour. Ensuite, la référence à l'aménagement en « route cyclable » est supprimée car cette condition est imprécise et superflue. Enfin, il n'est plus repris que les véhicules à moteur sont autorisés à y circuler. Cette précision est superflue et découle des règles de circulation applicables dans la rue cyclable visées à l'article 22^{novies} du code de la route.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2023/40783]

12 MAART 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, wijzig het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1. – De definitie van de bijzondere overrijdbare bedding wordt opgeheven omdat deze overbodig is geworden door de aanpassingen van artikel 72.6 (zie artikel 17).

Artikel 2. – De definitie van de fietsstraat wordt vervangen door een beknoptere en preciezere definitie. In de eerste plaats wordt de term "fietsstraat" vervangen door het woord "fietszone". In de nieuwe definitie wordt immers gepreciseerd dat het ook kan gaan om meerdere straten waarvan het begin en het einde worden aangegeven door verkeersborden. Er wordt telkens een begin- en een eindebord geplaatst. In dat geval is het bijgevolg niet nodig het bord na elk kruispunt te herhalen. Daarnaast wordt de verwijzing naar de inrichting als "fietsroute" geschrapt, aangezien deze voorwaarde onnauwkeurig en overbodig is. Tenslotte wordt niet meer vermeld dat motorvoertuigen er mogen rijden. Deze verduidelijking is overbodig en vloeit voort uit de verkeersregels die van toepassing zijn in de fietsstraat bepaald in artikel 22^{novies} van de wegcode.

Article 3. – La définition du couloir de secours est adaptée pour y permettre aussi la circulation des véhicules des personnes ou des services requis par la police ou le ministère public et les dépanneuses pour se rendre sur le lieu de l'incident.

Article 4. – Cet article introduit la définition du dispositif surélevé. Cet ajout est nécessaire suite aux modifications apportées à l'article 22ter.1 (voir article 6).

Article 5. – La règle qui interdit aux conducteurs d'effectuer un dépassement par la gauche sur un dispositif surélevé est reprise parmi les interdictions de dépassement citées à l'article 17 du code de la route puisqu'elle ne figure plus dans l'article 22ter.1 (voir article 6). Par conséquent, l'interdiction s'applique à tous les dispositifs surélevés, indépendamment de la manière dont ils sont signalés.

Article 6. – L'article 22ter.1 est scindé afin de distinguer ce qui relève de la compétence fédérale et de la compétence régionale. Seule la disposition relative à la vitesse (compétence régionale) sur les dispositifs surélevés est maintenue dans cet article. Il appartient aux régions d'adapter cet article, si elles le souhaitent. Les interdictions de dépassement, d'arrêt et de stationnement (compétence fédérale) sont reprises dans les articles 17 et 24 du code de la route.

Article 7. – L'article 22novies est modifié par analogie avec la nouvelle définition de la "zone cyclable" (voir article 2).

Article 8. – La règle qui interdit aux conducteurs de s'arrêter et de stationner sur un dispositif surélevé est reprise parmi les interdictions de l'arrêt et du stationnement citées à l'article 24 du code de la route puisqu'elle ne figure plus dans l'article 22ter.1 (voir article 6). Par conséquent, l'interdiction s'applique à tous les dispositifs surélevés, indépendamment de la manière dont ils sont signalés.

Article 9. – L'usage des feux jaune-orange clignotants est rendu obligatoire pour les dépanneuses et les véhicules des personnes ou des services requis par le ministère public, la police fédérale ou la police locale lorsque ces véhicules empruntent le couloir de secours.

Article 10. – L'article 59/1 est formulé de manière plus générale. Ainsi, il est possible de tester, entre autres, de nouvelles signalisations routières, de nouveaux marquages ou de nouvelles technologies dans le cadre de projets-pilotes.

Article 11. – Tout comme c'est déjà le cas pour les feux tricolores, la signification des feux spéciaux pour les véhicules de transport en commun peut être modifiée en faveur des cyclistes et des conducteurs de cyclomoteur à deux roues au moyen d'un feu clignotant jaune-orange supplémentaire présentant la silhouette d'une bicyclette et une flèche jaune-orange clignotante.

Articles 12 et 13. – La nouvelle définition de la zone cyclable (ancien rue cyclable) prévoit qu'il peut aussi s'agir de plusieurs voies publiques. Il n'est dès lors plus nécessaire de prévoir que la validité zonale peut être conférée au signal F111 (ancien rue cyclable).

Les exemples de signaux « début d'une zone rue cyclable » et « fin d'une zone rue cyclable » sont supprimés.

Article 14. – La référence aux signaux E9 est actualisée.

Article 15. – Les légendes des signaux F99a, F99c, F101b et F101c relatifs aux différents types de chemins réservés sont formulées de manière plus homogène. Il est précisé que le signal indique le « Début d'un chemin réservé » ou la « Fin d'un chemin réservé ». La légende du signal F111 rue cyclable (devient zone cyclable) ne mentionne plus que la rue cyclable (devient zone cyclable) prend fin au prochain carrefour, conformément à la nouvelle définition d'une zone cyclable qui peut englober plusieurs rues.

Articles 16 et 17. – L'article 72.5 et 72.6 du code de la route, relatifs respectivement aux bandes bus et aux sites spéciaux franchissables, sont présentés et rédigés plus clairement. La bande bus et le site spécial franchissable sont, de base, réservés exclusivement à la circulation des services réguliers de transport en commun. Ensuite, sont énumérées toutes les catégories de véhicules autorisés à y circuler à condition que la signalisation le prévoie. Trois catégories supplémentaires ont été ajoutées à cette liste : les véhicules occupés par au moins 2, 3 ou 4 personnes, en fonction de la mention, les véhicules utilisés pour promouvoir des moyens de mobilité durable (par exemple, les camions transportant des vélos partagés) et les véhicules utilisés pour le transport en commun de personnes handicapées.

Artikel 3. – De definitie van de reddingsstrook wordt aangepast zodat ook de voertuigen van de personen of diensten opgeroepen door het openbaar ministerie of door de federale of lokale politie en de takelwagens er gebruik mogen van maken om zich naar de plaats van een incident te begeven.

Artikel 4. – Dit artikel introduceert de definitie van een verhoogde inrichting. Deze toevoeging is noodzakelijk als gevolg van de wijzigingen in artikel 22ter.1 (zie artikel 6).

Artikel 5. – Het verbod voor bestuurders om links in te halen op een verhoogde inrichting wordt opgenomen onder de in artikel 17 van de wegcode vermelde inhaalverboden, aangezien dit niet langer is opgenomen in artikel 22ter.1 (zie artikel 6). Bijgevolg geldt het verbod op alle verhoogde inrichtingen, onafhankelijk van de wijze waarop ze zijn gesignaleerd.

Artikel 6. – Artikel 22ter.1 wordt uit elkaar gehaald om het onderscheid te verduidelijken tussen wat tot de federale en wat tot de gewestelijke bevoegdheid behoort. Alleen de bepaling met betrekking tot de snelheid (gewestelijke bevoegdheid) op de verhoogde inrichtingen wordt behouden in dit artikel. Het is aan de gewesten om dit artikel, indien gewenst, aan te passen. De inhaal-, stilstaan- en parkeerverboden (federale bevoegdheid) worden in artikelen 17 en 24 van de wegcode opgenomen.

Artikel 7. – Artikel 22novies wordt aangepast naar analogie met de nieuwe definitie van de "fietszone" (zie artikel 2).

Artikel 8. – Het stilstaan- en parkeerverbod op een verhoogde inrichting wordt opgenomen in artikel 24 van de Wegcode omdat dit niet langer is opgenomen in artikel 22ter.1 (zie artikel 6). Bijgevolg geldt het verbod op alle verhoogde inrichtingen, onafhankelijk van de wijze waarop ze zijn gesignaleerd.

Artikel 9. – Het gebruik van de oranje-gele knipperlichten wordt verplicht voor de takelwagens en de voertuigen van de personen of diensten opgeroepen door het openbaar ministerie of door de federale of lokale politie wanneer ze gebruik maken van de reddingsstrook.

Artikel 10. – Artikel 59/1 wordt op een meer algemene wijze geformuleerd. Op die manier wordt het mogelijk om, onder andere, nieuwe verkeersborden, markeringen of nieuwe technologieën te testen in het kader van pilootprojecten.

Artikel 11. – Zoals dat al het geval is voor de driekleurige verkeerslichten kan de betekenis van de bijzondere verkeerslichten voor het openbaar vervoer, ten behoeve van de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen, worden gewijzigd door middel een bijkomend oranjegeel knipperend licht met een fietssilhouet en met een oranje-gele knipperende pijl.

Artikelen 12 en 13. – De aangepaste definitie van een fietszone (vroegere fietsstraat) bepaalt dat het ook om meerdere openbare wegen kan gaan. Het is bijgevolg niet langer nodig dat aan het verkeersbord F111 (vroegere fietsstraat) een zonale geldigheid kan worden gegeven.

De voorbeelden van de verkeersborden die het "begin van een zonale fietsstraat" en het "einde van een zonale fietsstraat" aanduiden, worden opgeheven.

Artikel 14. – De verwijzing naar de E9 verkeersborden wordt geactualiseerd.

Artikel 15. – De legendes van de verkeersborden F99a, F99c, F101b en F101c met betrekking tot de verschillende soorten voorbehouden wegen worden op een meer uniforme wijze geformuleerd. Er wordt verduidelijkt dat het verkeersbord het "Begin van de weg voorbehouden voor" of het "Einde van de weg voorbehouden voor" aanduidt. In de legende van het verkeersbord F111 fietsstraat (wordt fietszone) wordt niet langer vermeld dat de fietsstraat (wordt fietszone) eindigt ter hoogte van het volgende kruispunt. Dit is in lijn met de nieuwe definitie van de fietszone die nu ook meerdere openbare wegen kan omvatten.

Artikelen 16 en 17. – Artikel 72.5 en 72.6 van de wegcode die respectievelijk betrekking hebben op de busstroken en de bijzondere overrijdbare beddingen worden duidelijker gepresenteerd en geformuleerd. De busstrook en de bijzondere overrijdbare bedding zijn in principe uitsluitend bestemd voor voertuigen van de geregelde diensten voor gemeenschappelijk vervoer. Daarnaast worden de andere categorieën voertuigen die er kunnen worden toegelaten mits signalisatie, opgesomd. Aan deze lijst zijn drie extra categorieën toegevoegd: voertuigen met ten minste 2, 3 of 4 inzittenden, naargelang van de vermelding, voertuigen die worden gebruikt ter bevordering van duurzame vormen van mobiliteit (bijvoorbeeld vrachtwagens die gebruikt worden voor het transport van deelfietsen) en voertuigen die gebruikt worden voor het gemeenschappelijk vervoer van personen met een handicap.

Article 18. – Des périodes transitoires suffisamment longues sont prévues. D'une part, pour que les gestionnaires de voiries puissent adapter la signalisation relative aux rues cyclables et d'autre part, pour que les véhicules qui sont actuellement admis d'office sur les bandes bus (transport scolaire et taxis) puissent continuer à y circuler même sans qu'une signalisation l'autorise

Article 19. – L'arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de 10 jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Article 20. – Article d'exécution.

Cette disposition n'appelle aucun commentaire.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de la Mobilité,
G. GILKINET

12 MARS 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

Vu l'association des gouvernements de région ;

Vu l'avis 72.936/4 du Conseil d'Etat donné le 15 février 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 2.8 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, inséré par l'arrêté royal du 16 juillet 1997 et modifié par la loi du 23 décembre 2021, est abrogé.

Art. 2. L'article 2.61 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 10 janvier 2012 et modifié par l'arrêté royal du 8 juin 2021, est remplacé par ce qui suit :

« 2.61. « Zone cyclable »: une ou plusieurs voies publiques où des règles de comportement spécifiques sont d'application en ce qui concerne les cyclistes. Le début est indiqué par le signal F111 et la fin est indiquée par le signal F113. ».

Art. 3. L'article 2.70 du même arrêté, inséré par la loi du 22 juin 2020, est remplacé par ce qui suit:

« 2.70. « Couloir de secours » : dans une file, l'espace libre entre deux bandes de circulation qui peut être utilisé par les véhicules prioritaires visés à l'article 37 lorsque la nature de leur mission le justifie, par les véhicules des personnes ou des services requis par le ministère public, la police fédérale ou locale pour se rendre sur le lieu d'un incident, et par les dépanneuses qui se rendent sur le lieu d'un incident. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, l'article 2.74 est inséré, rédigé comme suit :

« 2.74. « Dispositif surélevé » : un aménagement qui est placé en travers de la voie publique et qui est destiné à ralentir la vitesse. ».

Artikel 18. – Voldoende lange overgangperiodes worden voorzien. Enerzijds om de wegbeheerders de mogelijkheid te geven de verkeersborden die fietsstraten aanduiden aan te passen en anderzijds toe te laten dat de voertuigen die nu op de busstroken mogen rijden (schoolvervoer en taxi's), dat ook mogen blijven doen zelfs als dit niet door een verkeersbord wordt toegelaten.

Artikel 19. – Het besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van 10 dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 20. – Uitvoeringsbepaling.

Deze bepaling behoeft geen commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Mobiliteit,
G. GILKINET

12 MAART 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 1, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen;

Gelet op het advies 72.936/4 van de Raad van State, gegeven op 15 februari 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2.8 van koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 juli 1997 en gewijzigd bij de wet van 23 december 2021, wordt opgeheven.

Art. 2. Artikel 2.61 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 januari 2012 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 juni 2021, wordt vervangen als volgt:

“2.61. “Fietszone”: één of meer openbare wegen waar specifieke gedragsregels gelden voor wat betreft de fietsers. Het begin is aangeduid met het verkeersbord F111 en het einde met het verkeersbord F113.”.

Art. 3. Artikel 2.70 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 22 juni 2020, wordt vervangen als volgt:

“2.70. “Reddingsstrook”: de vrije ruimte tussen twee rijstroken in een file die mag gebruikt worden door de prioritaire voertuigen zoals bedoeld in artikel 37 wanneer de aard van hun opdracht het rechtvaardigt, door de voertuigen van personen of diensten opgeroepen door het openbaar ministerie of door de federale of lokale politie om zich naar de plaats van een incident te begeven en door de takelwagens die zich naar een incident begeven.”.

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt het artikel 2.74 ingevoegd, luidende:

“2.74. “Verhoogde inrichting”: een verhoogde aanleg die dwars op de openbare weg is aangebracht en die bestemd is om de snelheid te matigen.”.

Art. 5. L'article 17.2, 7° du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 10 février 2018, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 7° sur les dispositifs surélevés. ».

Art. 6. Dans l'article 22ter.1 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 8 avril 1983, remplacés par les arrêtés royaux des 17 septembre 1988 et 9 octobre 1998, les 2° et 3° sont abrogés.

Art. 7. Dans l'article 22novies du même arrêté, inséré par la loi du 10 janvier 2012, modifié par les lois des 13 avril 2019 et 22 juin 2020 et modifié par l'arrêté royal du 30 juillet 2022, les mots « rues cyclables » sont à chaque fois remplacés par les mots « zones cyclables » et le mot « rue cyclable » est remplacé par le mot « zone cyclable ».

Art. 8. L'article 24 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 1990, 9 octobre 1998, 14 mai 2002 et 11 juin 2011, est complété par le 11° rédigé comme suit :

« 11° sur les dispositifs surélevés, sauf réglementation locale. ».

Art. 9. Dans l'article 32.3 du même arrêté, inséré par l'arrêté du 29 janvier 2014, les mots « ou lorsqu'ils circulent dans le couloir de secours, » sont insérés entre les mots « pour automobiles, » et les mots « , utiliser un ou deux ».

Art. 10. L'article 59/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 18 mars 2018, est remplacé par ce qui suit :

« 59/1. Essais.

Le Ministre qui a la circulation routière dans ses attributions ou son délégué peut dans le cadre d'essais ou de projets pilotes, à titre exceptionnel, autoriser des dérogations aux dispositions du présent règlement, aux conditions et pour une durée limitée qu'il détermine. ».

Art. 11. L'article 62ter du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 16 juillet 1997 et modifié par les arrêtés royaux des 29 janvier 2014 et 30 juillet 2022, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La signification de ces signaux lumineux spéciaux peut être modifiée en faveur des cyclistes et des conducteurs de cyclomoteur à deux roues au moyen d'un feu clignotant jaune-orange supplémentaire présentant la silhouette d'une bicyclette et une flèche jaune-orange clignotante, tel que prévu à l'article 61.1, 9°. ».

Art. 12. L'article 65.5.1, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 18 septembre 1991, remplacé par la loi du 13 avril 2019 et modifié par l'arrêté royal du 8 juin 2021, est remplacé par ce qui suit :

« 1. La validité zonale peut être conférée aux signaux d'interdiction et aux signaux relatifs au stationnement. ».

Art. 13. Dans l'article 65.5.3 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 18 septembre 1991, modifié par les arrêtés royaux des 29 janvier 2007, 29 janvier 2014 et 8 juin 2021, les mots « Début d'une zone rue cyclable. » et « Fin d'une zone rue cyclable. » et les signaux correspondants sont abrogés.

Art. 14. Dans l'article 70.2.2 du même arrêté, modifié par la loi du 15 mai 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° la référence au signal « E9g » est à chaque fois remplacée par la référence au signal « E9j » ;

2° la référence aux signaux « E9a à E9d » est remplacée par la référence aux signaux « E9a à E9d et E9h à E9j ».

Art. 15. Dans l'article 71.2 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 30 juillet 2022, les modifications suivantes sont apportées :

Art. 5. Artikel 17.2, 7° van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 10 februari 2018, wordt hersteld als volgt:

“7° op de verhoogde inrichtingen.”.

Art. 6. In artikel 22ter.1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 april 1983, vervangen bij de koninklijke besluiten van 17 september 1988 en 9 oktober 1998, worden de bepalingen onder 2° en 3° opgeheven.

Art. 7. In artikel 22novies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2012, gewijzigd bij de wetten van 13 april 2019 en 22 juni 2020 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 juli 2022, wordt het woord “fietsstraten” telkens vervangen door het woord “fietszones” en wordt het woord “fietsstraat” vervangen door het woord “fietszone”.

Art. 8. Artikel 24 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1990, 9 oktober 1998, 14 mei 2002 en 11 juni 2011, wordt aangevuld met de bepaling onder 11°, luidende:

“11° op de verhoogde inrichtingen, behoudens plaatselijke reglementering.”.

Art. 9. In artikel 32.3 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 29 januari 2014, worden de woorden “of die op de reddingsstrook rijden,” ingevoegd tussen de woorden “te begeven,” en de woorden “, één of twee”.

Art. 10. Artikel 59/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 maart 2018, wordt vervangen als volgt:

“59/1. Experimenten.

De minister bevoegd voor het Wegverkeer of diens afgevaardigde kan in het kader van experimenten of pilootprojecten, bij wijze van uitzondering, onder de door hem vastgestelde voorwaarden en beperkt in de tijd, afwijkingen toestaan op de bepalingen van dit reglement.”.

Art. 11. Artikel 62ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 januari 2014 en 30 juni 2022, wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De betekenis van deze bijzondere verkeerslichten kan ten behoeve van de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen worden gewijzigd door middel een bijkomend oranje-geel knipperend licht met een fiets silhouet en met een oranje-gele knipperende pijl, bedoeld in artikel 61.1, 9°.”.

Art. 12. Artikel 65.5.1, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 september 1991, vervangen bij de wet van 13 april 2019 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 juni 2021, wordt vervangen als volgt:

“1. Aan de verbodsborden en de borden betreffende het parkeren kan de zonale geldigheid worden gegeven.”.

Art. 13. In artikel 65.5.3 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 september 1991, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 januari 2007, 29 januari 2014 en 8 juni 2021 worden de woorden “Begin van een zonale fietsstraat.” en “Einde van een zonale fietsstraat.” en de daarbij horende verkeersborden opgeheven.

Art. 14. In artikel 70.2.2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 15 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de verwijzing naar het verkeersbord “E9g” wordt telkens vervangen door de verwijzing naar het verkeersbord “E9j”;

2° de verwijzing naar de verkeersborden “E9a tot E9d” wordt vervangen door de verwijzing naar de verkeersborden “E9a tot E9d en E9h tot E9j”.

Art. 15. In artikel 71.2 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 juli 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° dans la légende du signal F99a et du signal F99b, les mots « Chemin ou partie de la voie publique réservé » sont à chaque fois remplacés par les mots « Début du chemin ou de la partie de la voie publique réservés » ;

2° dans la légende du signal F99c, les mots « Chemin réservé aux véhicules agricoles, aux piétons » sont remplacés par les mots « Début du chemin réservé à la circulation des véhicules agricoles, piétons » ;

3° dans la légende du signal F101b, dans le texte français, les mots « Fin de chemin ou partie de voie publique réservé » sont remplacés par les mots « Fin du chemin ou de la partie de la voie publique réservés » ;

4° dans la légende du signal F101c, les mots « Fin du chemin réservé aux véhicules agricoles, aux piétons » sont remplacés par les mots « Fin du chemin réservé à la circulation des véhicules agricoles, piétons » ;

5° le signal F111 est remplacé par ce qui suit :

« F111. Début d'une zone cyclable.
La mention « Zone cyclable » sur le signal est facultative. ».



6° le signal F113 est remplacé par ce qui suit :

« F113. Fin d'une zone cyclable.
La mention « Zone cyclable » sur le signal est facultative. ».

1° in de legende van de verkeersborden F99a en F99b worden de woorden "Weg of deel van de openbare weg" telkens vervangen door de woorden "Begin van de weg of deel van de openbare weg";

2° in de legende van het verkeersbord F99c worden de woorden "Weg voorbehouden voor" vervangen door de woorden "Begin van de weg voorbehouden voor het verkeer van";

3° in de legende van het verkeersbord F101b, in de Franse tekst, worden de woorden "Fin de chemin ou partie de voie publique réservé" vervangen door de woorden "Fin du chemin ou de la partie de la voie publique réservés";

4° in de legende van het verkeersbord F101c worden de woorden "Einde van de weg voorbehouden voor landbouwvoertuigen, voetgangers" vervangen door de woorden "Einde van de weg voorbehouden voor het verkeer van landbouwvoertuigen, voetgangers";

5° het verkeersbord F111 wordt vervangen als volgt:

« F111. Begin van een fietszone.
De vermelding « Fietszone » op het verkeersbord is facultatief. ».



6° het verkeersbord F113 wordt vervangen als volgt:

« F113. Einde van een fietszone.
De vermelding « Fietszone » op het verkeersbord is facultatief. ».

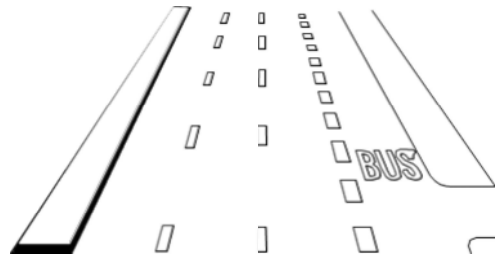


Art. 16. – L'article 72.5 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 11 juin 2011 et modifié par l'arrêté royal du 26 mai 2012, est remplacé par ce qui suit :

« 72.5. Bande bus.

1° Marques et signalisation :

Exemple :



Le signal F17 et une ou deux larges lignes blanches discontinues ou des marques en damier composées de carrés blancs délimitent la bande bus.

La bande bus ne fait pas partie de la chaussée.

Des clous lumineux blancs peuvent remplacer les marques au sol en cas de signalisation à message variable.

2° Véhicules autorisés :

Outre les véhicules des services réguliers de transport en commun, peuvent y circuler, à condition que les symboles, mots ou panneaux suivants soient repris sur le signal F17 ou sur un panneau additionnel :

Art. 16. – Artikel 72.5 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 11 juni 2011 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 mei 2012, wordt vervangen als volgt:

« 72.5. Busstrook.

1° Markering en signalisatie:

Voorbeeld:

Het verkeersbord F17 en één of twee brede witte onderbroken strepen of dambordmarkeringen bestaande uit witte vierkanten bakenen de busstrook af.

De busstrook maakt geen deel uit van de rijbaan.

Witte lichtspijkers mogen de markeringen vervangen ingeval van variabele signalisatie.

2° Toegelaten voertuigen:

Naast de voertuigen van de geregelde diensten voor gemeenschappelijk vervoer, mogen er ook rijden, indien de volgende symbolen, woorden of borden zijn aangebracht op het verkeersbord F17 of op een onderbord:

a) les véhicules utilisés pour le transport scolaire ;

a) voertuigen die gebruikt worden voor het schoolvervoer ;



b) les taxis ;

b) taxi's;

TAXI

c) les bicyclettes ;

c) fietsen;



d) les cyclomoteurs. Les classes peuvent être indiquées en dessous du signal ;

d) bromfietsen. De klassen mogen onder het symbool worden aangebracht;



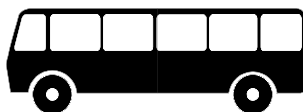
e) les motocyclettes ;

e) motorfietsen;



f) les véhicules conçus et construits pour le transport de passagers avec plus de huit places assises, non compris le siège du conducteur ;

f) voor het vervoer van passagiers ontworpen en gebouwde voertuigen met meer dan acht zitplaatsen, die van de bestuurder niet meegerekend;



g) les véhicules utilisés pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail ;

g) voertuigen die gebruikt worden voor woon-werkverkeer;



h) les véhicules occupés par au moins 2, 3 ou 4 personnes, en fonction de la mention ;

h) voertuigen met ten minste 2, 3 of 4 inzittenden, naargelang van de vermelding;



i) les véhicules utilisés pour promouvoir des moyens de mobilité durables ;

i) voertuigen die gebruikt worden ter bevordering van duurzame vormen van mobiliteit;



j) les véhicules utilisés pour le transport en commun de personnes handicapées.

j) voertuigen die gebruikt worden voor het gemeenschappelijk vervoer van personen met een handicap.



Les panneaux visés sous a), g), i) et j) doivent être placés de manière bien visible sur la partie gauche, à l'avant et à l'arrière des véhicules ; ils doivent être enlevés ou masqués lorsque les véhicules sont utilisés à d'autres fins. Ces panneaux ont 40 cm de côté au moins ; leur fond doit être rétro réfléchissant.

De borden bedoeld onder a), g), i) en j) moeten goed zichtbaar op het linkergedeelte vooraan en achteraan op het voertuig aangebracht zijn; ze moeten verwijderd of afgedekt worden wanneer het voertuig niet gebruikt wordt voor deze doeleinden. De borden hebben een zijde van ten minste 40 cm; de achtergrond ervan moet retro-reflecterend zijn.

3° Autres véhicules.

3° Andere voertuigen.

Les autres véhicules peuvent :

De andere voertuigen mogen:

a) circuler sur la bande bus pour contourner un obstacle en chaussée ;

a) op de busstrook rijden om omheen een hindernis op de rijbaan te rijden;

b) circuler sur la bande bus pour changer de direction à l'approche immédiate d'un carrefour ;

b) op de busstrook rijden om van richting te veranderen in de onmiddellijke nabijheid van een kruispunt;

c) traverser la bande bus dans un carrefour ;

c) de busstrook dwarsen op een kruispunt;

d) traverser la bande bus pour accéder à ou quitter une propriété riveraine ou un emplacement de stationnement situé le long de la bande bus. ».

d) de busstrook dwarsen om een eigendom of een parkeerplaats gelegen langsheen de busstrook in te nemen of te verlaten.”.

Art. 17. – L'article 72.6 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 11 juin 2011 et modifié par les arrêtés royaux des 26 mai 2012 et 23 décembre 2021, est remplacé par ce qui suit :

Art. 17. – Artikel 72.6 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 11 juni 2011 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 mei 2012 en 23 december 2021, wordt vervangen als volgt:

« 72.6. Site spécial franchissable.

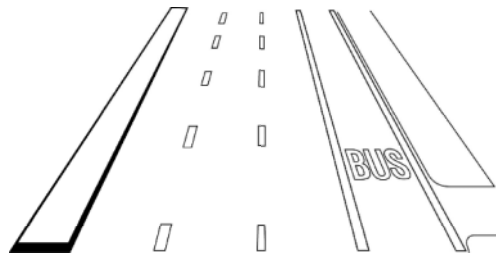
“72.6. Bijzondere overrijdbare bedding.

1° Marques et signalisation :

1° Markering en signalisatie:

Exemple :

Voorbeeld:



Le signal F18 et une ou deux larges lignes blanches continues ou des marques en damier composées de carrés blancs délimitent le site spécial franchissable.

Het verkeersbord F18 en één of twee brede witte doorlopende strepen of dambordmarkeringen bestaande uit witte vierkanten bakenen de bijzondere overrijdbare bedding af.

Le site spécial franchissable ne fait pas partie de la chaussée.

De bijzondere overrijdbare bedding maakt geen deel uit van de rijbaan.

Des clous lumineux blancs peuvent remplacer les marques au sol en cas de signalisation à message variable.

Witte lichtspijkers mogen de markeringen vervangen ingeval van variabele signalisatie.

Les conducteurs qui y circulent doivent se conformer, le cas échéant, aux feux lumineux de circulation prévus à l'article 62ter. Ils devront en outre suivre les directions autorisées.

De bestuurders die er rijden moeten, in voorkomend geval, de verkeerslichten bedoeld in artikel 62ter opvolgen. Ze moeten bovendien in de toegelaten richtingen voortrijden.

2° Véhicules autorisés :

2° Toegelaten voertuigen:

Outre les véhicules des services réguliers de transport en commun, peuvent y circuler, et ce pour autant que les symboles, mots ou

Naast de voertuigen van de geregelde diensten voor gemeenschappelijk vervoer, mogen er ook rijden, indien de volgende symbolen, woorden

panneaux suivants soient repris sur le signal F18 ou sur un panneau additionnel :

of borden zijn aangebracht op het verkeersbord F18 of op een onderbord:

a) les véhicules utilisés pour le transport scolaire ;;

a) voertuigen die gebruikt worden voor het schoolvervoer



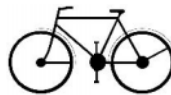
b) les taxis;

b) taxi's;

TAXI

c) les bicyclettes ;

c) fietsen;



d) les cyclomoteurs. Les classes peuvent être indiquées en dessous du signal ;

d) bromfietsen. De klassen mogen onder het symbool worden aangebracht;



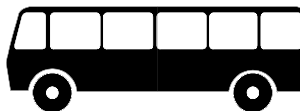
e) les motocyclettes ;

e) motorfietsen;



f) les véhicules conçus et construits pour le transport de passagers avec plus de huit places assises, non compris le siège du conducteur ;

f) voor het vervoer van passagiers ontworpen en gebouwde voertuigen met meer dan acht zitplaatsen, die van de bestuurder niet meegerekend;



g) les véhicules utilisés pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail ;

g) voertuigen die gebruikt worden voor woon-werkverkeer;



h) les véhicules occupés par au moins 2, 3 ou 4 personnes, en fonction de la mention ;

h) voertuigen met ten minste 2, 3 of 4 inzittenden, naargelang van de vermelding;



i) les véhicules utilisés pour promouvoir des moyens de mobilité durables ;

i) voertuigen die gebruikt worden ter bevordering van duurzame vormen van mobiliteit;



j) les véhicules utilisés pour le transport en commun de personnes handicapées.

j) voertuigen die gebruikt worden voor het gemeenschappelijk vervoer van personen met een handicap.



Les panneaux visés sous a), g), i) et j) doivent être placés de manière bien visible sur la partie gauche, à l'avant et à l'arrière des véhicules ; ils doivent être enlevés ou masqués lorsque les véhicules sont utilisés à d'autres fins. Ces panneaux ont 40 cm de côté au moins ; leur fond doit être rétroréfléchissant.

De borden bedoeld onder a), g), i) en j) moeten goed zichtbaar op het linkergedeelte vooraan en achteraan op het voertuig aangebracht zijn; ze moeten verwijderd of afgedekt worden wanneer het voertuig niet gebruikt wordt voor deze doeleinden. De borden hebben een zijde van ten minste 40 cm; de achtergrond ervan moet retro-reflecterend zijn.

3° Autres véhicules.

3° Andere voertuigen.

Les autres véhicules peuvent :

De andere voertuigen mogen:

a) circuler sur le site spécial franchissable pour contourner un obstacle en chaussée ;

b) traverser le site spécial franchissable dans les carrefours ;

c) traverser le site spécial franchissable pour accéder à ou quitter une propriété riveraine ou un emplacement de stationnement situé le long du site. ».

Art. 18. Dans le titre V du même arrêté, les articles 85.32 et 85.33 sont insérés, rédigés comme suit :

« 85.32. Les signaux F111 et F113 avec une validité zonale peuvent être maintenus jusqu'au 1^{er} janvier 2032.

Jusqu'au 1^{er} janvier 2035, les signaux F111 et F113 avec la mention « Rue cyclable » peuvent être maintenus pour signaler respectivement le début et la fin d'une zone cyclable. ».

85.33. Les véhicules utilisés pour le transport scolaire et les taxis peuvent circuler sur les bandes bus jusqu'au 1^{er} janvier 2027 même en l'absence du panneau ou du mot visé à l'article 72.5, a) et b). ».

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de 10 jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. Le ministre qui a la Circulation routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Mobilité,
G. GILKINET

a) op de bijzondere overrijdbare bedding rijden om omheen een hindernis op de rijbaan te rijden;

b) de bijzondere overrijdbare bedding dwarsen op kruispunten;

c) de bijzondere overrijdbare bedding dwarsen om een eigendom of een parkeerplaats gelegen langsheen de bedding in te nemen of te verlaten.”.

Art. 18. In titel V van hetzelfde besluit worden de artikelen 85.32 en 85.33 ingevoegd, luidende:

“85.32. De verkeersborden F111 en F113 met een zonale geldigheid mogen behouden worden tot 1 januari 2032.

Tot 1 januari 2035 mogen de verkeersborden F111 en F113 met de vermelding “Fietsstraat” behouden worden om respectievelijk het begin en het einde van een fietszone aan te duiden.”.

85.33. De voertuigen die gebruikt worden voor het schoolvervoer en de taxi's mogen gebruik maken van de busstroken tot 1 januari 2027, ook in afwezigheid van het bord of van het woord bedoeld in artikel 72.5, a) en b).”.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van 10 dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 20. De minister bevoegd voor het Wegverkeer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 maart 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit,
G. GILKINET

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2022/206119]

30 OCTOBRE 2022. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 20 janvier 2022, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les moyennes entreprises d'alimentation, relative à l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière (2023) (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour les moyennes entreprises d'alimentation;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 20 janvier 2022, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les moyennes entreprises d'alimentation, relative à l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière (2023).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2022/206119]

30 OKTOBER 2022. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 januari 2022, gesloten in het Paritair Subcomité voor de middelgrote levensmiddelenbedrijven, betreffende de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan (2023) (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de middelgrote levensmiddelenbedrijven;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 20 januari 2022, gesloten in het Paritair Subcomité voor de middelgrote levensmiddelenbedrijven, betreffende de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan (2023).